

# Compte administratif pour l'exercice 2008

Session des 18-19 juin 2009

**Groupe Front National**  
Rapport présenté par Michel Chassier



# REGION CENTRE

## COMPTE ADMINISTRATIF 2008

Monsieur le Président, mes chers collègues,

La présentation du compte administratif est trop souvent considérée comme une simple obligation comptable et réglementaire, alors qu'il devrait être l'occasion de faire le bilan de l'action régionale.

Une fois encore, je regrette l'absence d'une synthèse du rapport de présentation plus lisible par tous nos collègues, et comportant des éléments de rétrospective.

Je reprendrai pour ma part l'analyse du Compte Administratif d'une manière plus logique : recettes, dépenses, avant de conclure sur les équilibres budgétaires et les perspectives d'évolution des finances de la Région.

### **1. Les recettes**

#### **1.1. La fiscalité**

La hausse massive de la fiscalité régionale décidée par votre exécutif en début de mandat n'a pas modifié les fondamentaux des grands équilibres de notre budget.

Il y a deux faits marquants depuis 2007, c'est d'une part l'essoufflement des recettes de la fiscalité directe à taux constant, qui ne fait que traduire la réalité de la conjoncture économique.

Le dynamisme des recettes est porté principalement par la fiscalité indirecte, dont la part régionale de la TIPP qui progresse de 50,8%, de sorte que désormais la fiscalité indirecte représente plus de la moitié de nos recettes, ce qui a de quoi surprendre au regard du discours traditionnel de la Gauche sur l'injustice de la TVA !

On remarque au passage que c'est toujours l'automobile qui paie le plus lourd tribut : TIPP + taxe sur les cartes grises représentent 208 592 353 €, c'est plus que les recettes de la fiscalité directe régionale.

Comment s'étonner dès lors des difficultés du secteur automobile, que notre Région subit de plein fouet. Les salariés menacés de licenciement, les professionnels de la route et les particuliers apprécieront, et la « droite » de l'assemblée peut difficilement critiquer, puisque c'est la même politique qui est pratiquée au niveau de l'Etat.

#### **1.2. Les dotations de l'Etat**

Si la DGF augmente légèrement, l'ensemble des dotations et compensations de l'Etat hors TIPP diminue de 38 788 122 €, soit une baisse de 7,68%.

Une part croissante de ces dotations et subventions est en réalité pré-affectée à des politiques décidées par l'Etat, que nous sommes chargés d'appliquer au niveau régional, sans parler des « fonds européens » encore plus strictement encadrés.

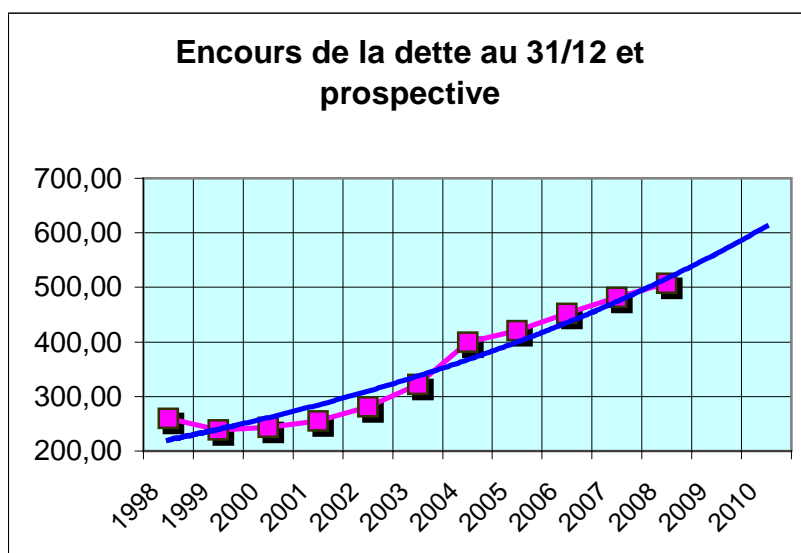
S'agit-il vraiment d'un transfert du centre de décision ? Si le terme de compétence désigne l'étendue d'un pouvoir, il est permis d'en douter, puisque la plupart du temps, il s'agit de domaines pour lesquels notre marge de manoeuvre est extrêmement faible : en réalité, c'est le « machin » de Bruxelles qui dicte sa politique à l'Etat, qui la répercute sur les Régions, contre la volonté des citoyens.

### 1.3. L'emprunt et la dette

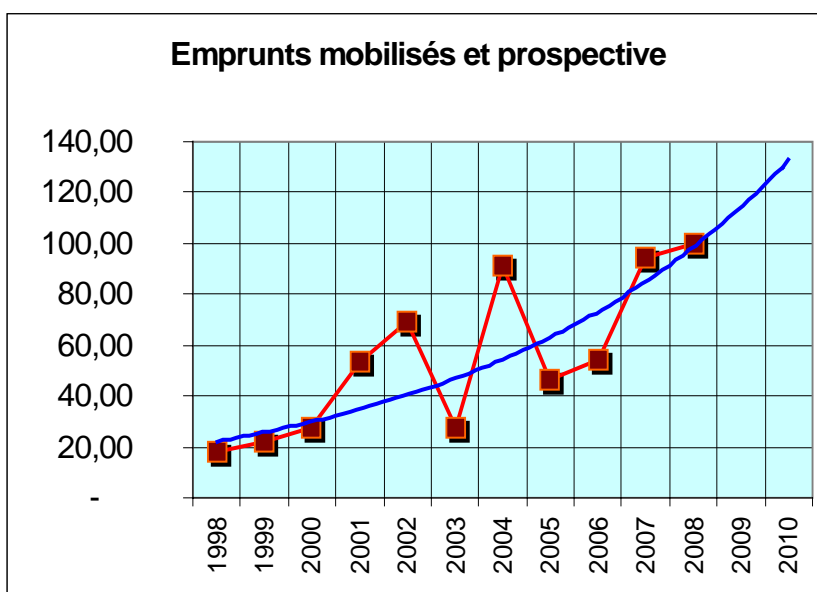
L'emprunt bat un nouveau record avec 99 700 000 € pour couvrir l'ensemble des dépenses de 2008.

Cela démontre que le financement des dépenses régionales continue à progresser plus vite que les recettes, et ce ne sont pas les dépenses d'investissement qui justifient cette hausse, puisqu'elles diminuent de presque 10 millions d'euros.

Le CESR avait indiqué en 2005 que les ressources nouvelles dégagées par la hausse de la fiscalité en début de mandat permettraient au mieux à la Région de stabiliser la dette. Nous en sommes très loin, et même au-delà de nos propres prévisions.



L'encours de la dette atteint à 507,334 M€ fin 2008, en réalité 547,334 M€ si l'on tient compte du report de l'emprunt pour financer les restes à réaliser. La projection pour 2010 est au-dessus de 600 millions d'euros.



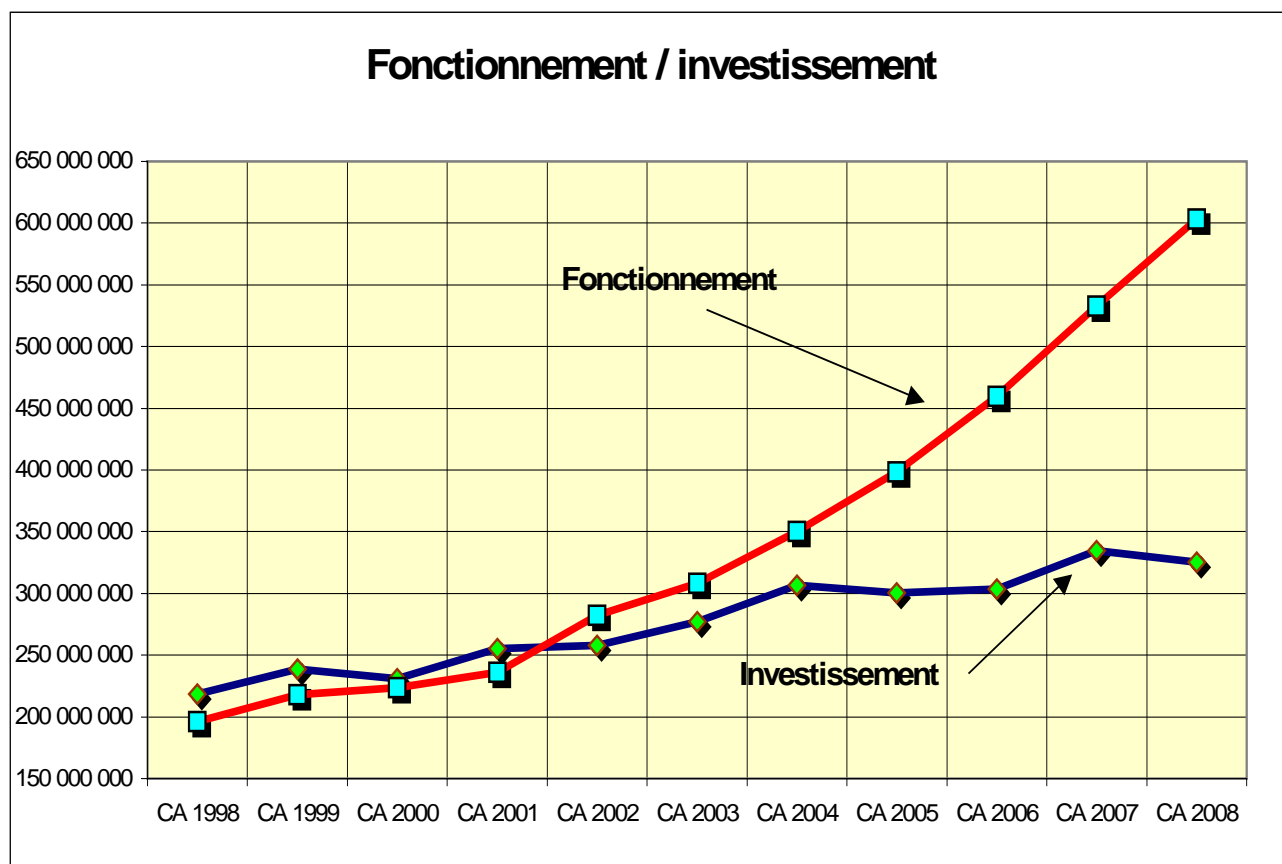
En matière d'emprunt, la projection pour 2010 est à 130 millions d'euros.

## 2. Les dépenses

Cette année encore, et malgré la hausse de la fiscalité sur l'automobile, **les dépenses de fonctionnement augmentent encore plus vite que les recettes** : + 13,26 % contre + 7,71 % pour les recettes, soit un différentiel de 5,35%, ce qui représente 44 millions d'euros.

Les dépenses d'investissement diminuent, contrairement à ce que vous annoncez régulièrement lors des orientations budgétaires, et aux déclarations de l'exécutif au sujet de l'action volontariste de la Région pour lutter contre la crise par une politique d'investissements.

La tendance observée depuis plusieurs années au niveau de la structure des dépenses se confirme et s'amplifie. Cela signifie que nous assistons, de fait, à un profond changement dans la nature de nos missions, et nous savons que cette évolution est loin d'être terminée.



Nous ne pas reviendrons sur le détail des dépenses, toujours éclatées 15 domaines d'intervention, ce qui rend peu lisible l'action de la Région, et les priorités sans cesse répétées apparaissent surtout comme un effet d'annonce.

Plutôt que de priorités, il serait plus franc de parler de pesanteurs, puisque si l'on additionne l'enseignement, la formation et la politique des transports, nous arrivons à 73,67% des dépenses engagées.

On sait bien que ces politiques correspondent en réalité au désengagement de l'Etat, et l'analyse que nous venons de faire au niveau des recettes explique largement les contraintes qui pèsent sur nos choix.

Il faudrait y ajouter une ligne de dépense qui augmente régulièrement : c'est le service de la dette, qui atteint 54,21 M€ en 2008, en hausse de 17% par rapport à 2007.

Nous ne reviendrons sur le détail des politiques contractuelles, si ce n'est pour constater que l'Etat, comme l'ensemble des collectivités engagées dans ces

contrats ne cessent d'allonger la durée de réalisation, de retarder, voire d'annuler certains programmes faute de financement.

Nous avons déjà exprimé nos critiques sur ces politiques, qui ne font qu'illustrer la confusion des compétences entre collectivités, et engendrent retards, dépassements budgétaires et gaspillages, le tout sur fond de clientélisme.

### **3. Les grands équilibres et la prospective budgétaire**

Nous venons de voir quelques éléments de prospective pour les dépenses, l'emprunt et la dette.

Si nous faisons une projection jusqu'au terme de la mandature, budget 2010 inclus, nous arrivons à un montant total des dépenses dépassant 1100 millions d'euros, dont 760 millions en fonctionnement, soit 68,5% des dépenses, le montant de l'emprunt à 130 millions d'euros, l'encours de la dette au-dessus de 600 millions d'euros. A condition toutefois que le dynamisme des recettes se vérifie, ce qui n'est pas certain, à la fois pour des raisons conjoncturelle et à cause du désengagement de l'Etat.

Une vision intéressante des finances de la Région peut être donnée par un indicateur que je propose régulièrement, c'est la notion de déficit courant, autrement dit besoin de financement – épargne disponible. Il s'agit bien d'un déficit de l'exercice, qui est comblé par l'emprunt et le report du résultat N-1.

Il est curieux d'ailleurs que l'on parle du déficit de l'Etat, et que le terme soit pudiquement évité pour les collectivités territoriales, alors qu'il s'agit bien de la même chose.

J'ai préparé à cet effet un graphique, qui illustre parfaitement le mode de fonctionnement de la Région :

- sur la période 1998-2004, pendant laquelle vous gérez la Région avec le RPR et l'UDF, nous passons d'un excédent de 5,7 M€ à un déficit de 90,6 M€,
- en 2005, vous procédez à une hausse massive de la fiscalité directe, réduisant d'autant le déficit,
- trois ans après, et malgré une hausse considérable de la fiscalité indirecte sur l'automobile, nous sommes dans une situation qui s'est encore dégradée, avec un déficit de 99,3 M€.

De plus, les marges de manœuvres sont limitées :

- en matière de TIPP, vous avez déjà opté pour le taux de modulation maximum, et la consommation connaît déjà un ralentissement,
- le recours à l'emprunt ne peut financer que les dépenses d'investissement, et vous avez fixé l'objectif de 50% d'autofinancement, donc, il vous est difficile d'aller beaucoup plus loin,
- l'augmentation de la fiscalité directe semble donc inéluctable à court terme.

Le problème, c'est qu'il reste encore 2 années budgétaires à boucler, puisqu'on peut raisonnablement penser que vous n'aurez pas recours à une nouvelle hausse de la fiscalité avant les prochaines élections de mars 2010. Pour tout observateur attentif, ce sera donc pour après, vous aviez déjà fait le coup en 2005. Peut-être pensez-vous que les électeurs ont oublié. Nous nous efforcerons de leur rappeler !

Pour notre part, il y a longtemps que nous préconisons d'autres solutions, basées sur ce principe de bon sens que nous ne cessons de répéter : il n'est pas possible que les dépenses continuent à croître plus vite que les recettes. Un élève de CM2 le comprendrait, je ne désespère donc pas de vous voir un jour le mettre en œuvre.

### Déficit budgétaire réel de la Région Centre

